



Affaire Dabo Boukary : Sa présumée tombe retrouvée à Pô

*L'information des campus et des centres de recherche pour le monde,
L'information du monde pour les campus et les centres de recherche*



Sciences-Campus Info

Science - Politique - Education - Société - Economie

Quotidien n°309 du jeudi 23 février 2017 / Tél: +226 76 60 97 21/ +226 25 37 36 39 BURKINA FASO

Quotidien numérique

Découvrez vos offres d'emploi à partir de la page 13.

Paludisme au Burkina Faso
Des actions menées pour son éradication Page 2



Rencontre groupes d'auto-défense- autorités provinciales du Nayala: Les koglwéogo prennent connaissance des nouveaux textes en matière de police de proximité et d'autodéfense. Page 4



Atelier national de réflexion pour une meilleure organisation des concours de la fonction publique d'Etat: revoir le dispositif organisationnel des concoursdroite du Nakanbé Page 8



Autorisation officielle n°1238/2016/CAO/TGI.OUA/P.F.

**Vous voulez communiquer sur votre organisation, vos valeurs, votre vision...
Ce support, c'est ce qu'il vous faut...**

Avec Sciences-Campus Info, l'impact est plus que certain.



Paludisme au Burkina Faso Des actions menées pour son éradication

Région des Hauts Bassins

Le paludisme ne cesse de sévir au Burkina Faso. Pour arriver à éradiquer ce fléau, une équipe de chercheurs s'est mis au travail. Visitée par l'ambassadeur des USA au Burkina Faso lors de sa tournée à Bobo-Dioulasso, un état des lieux a été fait.



Visite du laboratoire d'analyse des moustiques.

Créé en 1939, le centre Gaston Muraz de Bobo-Dioulasso s'est érigé comme la plus grande structure de recherche pour la lutte contre des nombreuses maladies ravageuses comme le paludisme. Durant sa visite à Bobo-Dioulasso, l'ambassadeur des USA au Burkina Faso Andrew Young s'est

rendu dans cette structure pour s'imprégner de l'état d'avancement de la lutte contre cette maladie qui tue des milliers de personnes chaque année au Burkina Faso. Accueilli par la grande famille des chercheurs, il a pu s'informer sur les recherches en cours et celles déjà faites, pour offrir aux populations une meilleure santé.

Pour Andrew Young, il y a plusieurs fléaux à combattre. Et le premier grand thème selon lui, c'est la lutte contre le paludisme. « Le Burkina Faso est un grand partenaire dans la lutte contre le paludisme. Il y a une équipe qui travaille à la Center For Diseases Control, dans la lutte partagée à travers la Global Health Security Agenda. Le nombre

La suite à la page 3.



SANTÉ

La suite de la page 2.

des effectifs a aussi augmenté et ça va beaucoup augmenter les ressources, pour créer la capacité ici au sein de l'Afrique pour dépister et trouver des solutions pour que les maladies comme

Après le Centre Muraz et ces laboratoires, la délégation diplomatique s'est rendue au CSPS d'Accart-ville où elle a assisté à une séance de causerie avec les femmes du quartier autour de la

Au vue de tout cela, Andrew Young dit être satisfait de ce qu'il a pu constater à Bobo-Dioulasso. Pour lui, d'énormes défis restent cependant à relever, tels le défi sécuritaire, la démocratie, la lutte



Les femmes déterminées à lutter contre le paludisme.

Ebola, grippe aviaire, le paludisme soient éradiquées » explique –t-il.

Les responsables du Centre Muraz disent se réjouir de l'intérêt accordé au travail qui se fait au niveau des centres de recherches. Monsieur Young s'est aussi rendu au laboratoire d'analyse des moustiques où des chercheurs travaillent à trouver une solution fiable et durable contre le paludisme.

Table ronde avec les femmes

thématique du paludisme. Ces causeries qui se font régulièrement permettent d'informer les femmes sur comment lutter contre le paludisme, les dispositions à prendre pour éviter la maladie et les règles d'hygiène à respecter. Sorties nombreuses comme à toutes les fois, elles disent savoir désormais comment se protéger pour éviter cette maladie. D'autant plus que les cibles privilégiées de l'anophèle sont les femmes enceintes et les enfants.

contre le paludisme, les recherches partagées entre les chercheurs burkinabés et américains, les questions économiques. Selon lui, pour parvenir au développement équitable pour tous, il faut créer les solutions aux problèmes des burkinabé à travers les burkinabé.

Nicole A.B. OUEDRAOGO

:



Rencontre groupes d'auto-défense- autorités provinciales du Nayala: Les koglwéogo prennent connaissance des nouveaux textes en matière de police de proximité et d'autodéfense.

Région de la Boucle du Mouhoun

Suite à l'incident qui s'est produit à Sapala entre koglwéogos et un boucher, Mme le Haut-commissaire de la province du Nayala, Mariama Konaté sur instruction M. le Gouverneur de la région de la Boucle du Mouhoun est allée à la rencontre des groupes d'auto-défense à Yaba le vendredi 10 février 2017 pour leur présenter le nouveau texte régissant l'activité de la police de proximité. Une soixantaine de Koglwéogo étaient présents. L'objectif était de sensibiliser les groupes d'autodéfense en matière de sécurité des biens et des personnes.



Tinkodogo Seydou à gauche et Pascal Sow chef des koglwéogo au milieu.

Le chef-lieu de la commune de Yaba est à quelques dix kilomètres de Toma sur l'axe Toma-Yako-Ouaga. Assistée de monsieur le préfet du département et du secrétaire général de la mairie, Mme le Haut-commissaire a effectué le déplacement dans cette localité

pour rencontrer les groupes d'autodéfense de la localité après le problème d'incompréhension survenu à Sapala, un village de la commune de Yaba. Dès l'entame de la rencontre, la première responsable a situé la naissance des groupes d'autodéfense dans un contexte de sécurité

difficile. Elle a reconnu le mérite des koglwéogo dans la lutte contre le grand banditisme dans certaines localités. « Au vu de l'insuffisance des effectifs des forces de l'ordre et de défense, les groupes d'autodéfense ont été le relais de la sécurité dans le nord du pays, Namisma est un exemple

La suite à la page 5



La suite de la page 4

illustratif », a-t-elle signifié.

Cependant vu les manquements constatés çà et là, le gouvernement a pris la mesure de régir par des textes le fonctionnement de ces groupes d'autodéfense. Selon le Haut-commissaire du Nayala, un nouveau texte est adopté non pas pour proscrire l'existence des koglwéogo mais plutôt cadrer les actions et actes des groupes d'autodéfense afin de leur permettre d'agir dans un cadre légal ; ce texte ne prône pas la suppression de ces groupes vu la nécessité de collaboration des populations pour relever le pari de la sécurité.

Mme le Haut-Commissaire a invité l'ensemble des participants à s'appropriier les nouveaux textes qui les régissent et à se conformer aux termes dudit texte pour ceux qui ont déjà créé des associations de lutte contre l'insécurité. « En vous conformant aux lois vous vous protégez vous-même » a-t-elle ajouté. Elle a par ailleurs félicité SOW Pascal, le responsable du comité local de Pangogo pour sa collaboration chose qui a permis de minimiser le problème de Sapala.

Le commissaire André ZONGO a félicité les participants pour leur grande représentativité démontrant ainsi la prise au sérieux de la sécurité des populations. Avec dix ans de service et ayant servi dans le Nord ou l'exemple est illustratif selon lui c'est la collaboration des koglwéogo avec les forces de défenses et de sécurité qui est le défi à relever

Pascal SOW président du groupe d'autodéfense a remercié Mme le Haut-Commissaire pour le



Le commissaire de police face aux koglwéogo.

message de Mr le gouverneur. Pour lui, le Haut-commissaire venait mettre fin aux sévices des associations des groupes d'autodéfenses. Il s'est réjoui de la qualité des échanges, mais à l'entendre, le contenu des textes protège plus les voleurs que les agents des comités locaux. Dans sa déclaration il a situé le bien-fondé de la mise en place des groupes d'autodéfense dans la localité. « Nous avons adhéré aux groupes d'auto-défense pour protéger les pauvres paysans et petits commerçants de nos villages. N'eut été l'avènement des Koglwéogo les ânes de la province seraient exterminés », a-t-il précisé. Pour ce qui des nouvelles dispositions proposées par le gouvernement, Pascal SOW estime que la décision

viendra de leur fédération à laquelle il rendra compte du contenu des nouveaux textes.

Le Haut-commissaire du Nayala, à la fin de la rencontre a remercié les membres des groupes d'auto-défenses qui ont accepté l'invitation, tout en insistant sur la nécessité de travailler dans un cadre juridique afin de protéger les acteurs et la population.

Pour l'heure, la question des groupes d'autodéfense divise profondément les populations de la commune rurale de Yaba. Va-t-on assisté à un bras de fer entre Koglwéogo et populations hostiles à leur existence ?

KI Tigiane Antoine pour SCI



Brèves



Burkina Faso : Affaire Dabo Boukary : Sa présumée tombe retrouvée à Pô

La tombe de l'étudiant de 7^e année de médecine disparu en mai 1990 à l'issue d'une manifestation sur le campus de Zogona aurait été localisée à PÔ dans la province du Nahouri non loin de la route qui mène de Pô à la frontière du Ghana. Selon une source proche du dossier, une délégation composée d'avocats, des membres de la famille du défunt, du procureur du Faso et du juge d'instruction s'est rendu hier 21 février sur les lieux pour l'identification. Selon M. Benewendé SANKARA, l'un des avocats de la famille, il

appartient maintenant à la famille du défunt de décider s'il y'a lieu ou pas de procéder à un test d'ADN

En rappel, deux personnes ont été inculpées dans cette affaire. Il s'agit du colonel major Mamadou Bamba et du général Gilbert Diendéré. Affaire donc à suivre.

RDC : l'opposition peine à désigner son nouveau chef

Le mardi 21 février 2017, l'opposition congolaise a tenu une nouvelle réunion pour trouver un nouveau leader après à la mort d'Etienne Tshisekedi. Visiblement le Rassemblement de l'opposition a du mal à désigner son nouveau chef. Elle avait promis aux évêques de la Cenco, médiateurs dans la crise congolaise, de désigner le président du conseil des sages dans les 48h, mais le délai est largement dépassé et l'opposition est toujours très loin d'un consensus. L'UDPS, qui n'avait jusqu'ici pas présenté de candidat, revendique ce poste en plus de la primature. Pour les autres composantes, il est difficile d'accepter que l'UDPS cumule la primature et la présidence du conseil des sages du Rassemblement et donc, de facto, du Conseil national de suivi de l'accord. Et certains parlent d'ores et déjà d'un risque d'éclatement. Pour le Rassemblement de l'opposition, au titre de l'accord, le président du conseil des sages du Rassemblement deviendra automatiquement président du futur Conseil national de suivi de l'accord de la Saint-Sylvestre et sera chargé de le faire respecter. Pour la majorité, ce poste était dévolu à Etienne Tshisekedi en tant qu'opposant historique, mais il n'y a aujourd'hui plus rien d'automatique.

Sié Alfred KAM

Service Relation publique SCI

Rédaction SCI



ACTIVITE DU GOUVERNEMENT

Le Conseil des Frontières en session ordinaire

Région du Centre

La deuxième session ordinaire du Conseil des Frontières s'est ouverte le lundi 20 février 2017 à 9 heures, dans la salle de conférence du Ministère des Affaires Etrangères, de la Coopération et des Burkinabé de l'Extérieur(MAECBE). La cérémonie d'ouverture a été présidée par le Ministre d'Etat, Ministre de l'Administration Territoriale, de la Décentralisation et de la Sécurité Intérieure, monsieur Simon Compaoré représentant Son Excellence le Premier Ministre, président du Conseil des Frontières.



Il a relevé l'importance de la tenue de cette deuxième session ordinaire du Conseil des Frontières, en ce sens qu'elle permettra de mobiliser et d'orienter les énergies afin de parachever la matérialisation des 40% de frontière restants.

Cette session a pour objectifs de faire l'état des lieux de la gestion des frontières et d'aborder la situation du bornage de la frontière Burkina-Niger. Elle devra, au terme des échanges déboucher sur des orientations et des recommandations pour l'année 2017. Dans son adresse, le Ministre d'Etat, représentant le président du Conseil, a souligné que la présente session se tient dans un contexte difficile pour la sous-région en général et pour le Burkina Faso en particulier au regard des attaques terroristes que notre pays a connu. Monsieur Simon Compaoré a indiqué que sur les 3615 Km de frontières, 2265 ont déjà été

matérialisés soit 60% de réalisation.

Il a relevé l'importance de la tenue de cette deuxième session ordinaire du Conseil des Frontières, en ce sens qu'elle permettra de mobiliser et d'orienter les énergies afin de parachever la matérialisation des 40% de frontière restants. Elle permettra également, de dégager des orientations pour le maillage des frontières, le renforcement des capacités des acteurs de la question des frontières et le développement des initiatives locales.

Toutes choses qui, contribueront à une meilleure sécurisation de nos frontières pour la libre circulation des personnes et des biens, ce qui aboutira au développement

socio-économique de notre pays. Le Ministre d'Etat espère la fin de la délimitation d'ici à 2018. « Il s'agit de voir aujourd'hui, comment nous allons faire pour que d'ici 2018 nous puissions terminer la délimitation » a-t-il laissé entendre. En rappel, le Conseil des frontières est un organe interministériel présidé par le Premier Ministre. Il est composé au total de 27 membres.

La Direction de la Communication et de la Presse Ministérielle du MATDSI



ACTIVITE DU GOUVERNEMENT

Atelier national de réflexion pour une meilleure organisation des concours de la fonction publique d'Etat: revoir le dispositif organisationnel des concours

Centre

Le Ministère de la Fonction Publique, du Travail et de la Protection Sociale organise depuis ce matin à Ouagadougou un atelier de réflexion sur l'organisation des concours de la fonction publique d'Etat. La cérémonie d'ouverture été présidé par le ministre de la Fonction Publique, du Travail et de la Protection Sociale, Monsieur Pegwendé Clément SAWADOGO.



Les participants.

Le Ministère de la Fonction Publique, du Travail et de la Protection Sociale tient du 9 au 11 février 2017 un atelier national de réflexion sur les concours de la fonction publique de l'Etat. Cet atelier

national s'inscrit dans l'optique d'une recherche permanente de solutions d'amélioration du dispositif d'organisation des concours sur le plan humain, matériel, financier et juridique. L'administration publique est

un système organisé, dirigé vers une finalité, en l'occurrence la satisfaction de l'intérêt général, la satisfaction du citoyen et du développement national. C'est la raison pour laquelle le Ministère de la Fonction Publique, du

La suite à la page 9.



ACTIVITE DU GOUVERNEMENT

La suite de la page 8.



Travail et de la Protection Sociale a décidé de passer en revue avec des acteurs impliqués dans l'organisation des concours le dispositif général de l'organisation.

L'objectif de cet atelier est de faire le diagnostic du dispositif organisationnel actuel eu vue d'en dégager les forces, les faiblesses et les risques potentiels et de faire des propositions d'innovations à même de renforcer l'égalité de chance devant l'emploi public, la transparence et l'équité afin d'améliorer l'organisation des concours de la fonction publique pour le bien être de l'administration publique dans toute sa globalité. Dans les années passées, l'organisation des concours ont été émaillées d'incidents majeurs et de difficultés qui ont mis à mal leur crédibilités et occasionner des mécontentements tant des postulants que de l'opinion publique d'où l'intérêt du présent atelier pour le ministère qui est chargé du recrutement des agents de l'Etat.

DCPM / MFPTPS

Le Ministre de la Fonction Publique, du Travail et de la Protection Sociale a présidé la cérémonie d'ouverture.



ACTIVITE DU GOUVERNEMENT

Opérationnalisation du budget programme : les responsables du MESRSI en formation

Région du Centre

Les responsables du Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche Scientifique et de l'Innovation ont bénéficié, le mardi 14 février 2017, dans les locaux du ministère, d'une session de formation sur le budget programme. Initiée par la Direction de l'Administration et des Finances du ministère, cette formation qui a été assurée par Vincent de Paul YAMEOGO, directeur des réformes budgétaires à la Direction générale du budget, visait à permettre aux participants de s'imprégner des rudiments du budget programme qui est entré en vigueur en 2017.



Le budget programme est donc un nouveau mode gestion de la dépense publique, une grande innovation de la politique publique.

Le budget programme, selon les spécialistes, se définit comme une forme de présentation du budget de l'Etat qui consiste à inscrire les crédits dans des programmes d'activités. A l'opposé de l'ancien système de gestion de la dépense publique où les crédits étaient présentés par nature de dépense,

le budget programme commande que le budget soit bâti autour des programmes que chaque département ministériel ou institution aura définis. L'autre caractéristique du budget programme est qu'il est élaboré sur une période de trois ans au lieu d'un an, donnant ainsi une visibilité

sur ce que chaque département envisage de réaliser à moyen terme. Le budget programme se caractérise enfin par l'existence d'indicateurs de performances.

Le budget programme est donc un nouveau mode gestion de la dépense publique, une grande innovation de la

La suite à la page 11.



ACTIVITE DU GOUVERNEMENT

La suite de la page 10.



Pour M. Hati Alexis OUEDRAOGO, DAF du MESRSI, il était nécessaire d'outiller les premiers responsables du département sur le nouveau dispositif dont la mise en œuvre court de 2017 à 2019.

politique publique. Avec cette réorganisation, le système de gestion de la dépense publique va connaître des mutations avec une évolution des rôles des acteurs de la chaîne de gestion de la dépense. Par exemple, chaque président d'institution ou ministre devient ordonnateur de ses crédits, contrairement à l'ancien système où tout ou presque était concentré entre les mains du seul ministre des finances.

Entre autres avantages, le budget programme devrait permettre de mettre fin aux lenteurs constatées dans la gestion de la dépense publique. En outre,

la mise en œuvre du budget programme sera couplée à la gestion axée sur les résultats.

Pour M. Hati Alexis OUEDRAOGO, DAF du MESRSI, il était nécessaire d'outiller les premiers responsables du département sur le nouveau dispositif dont la mise en œuvre court de 2017 à 2019. Au cours de la formation, les échanges se sont focalisés sur les principales innovations et les nouvelles responsabilités des acteurs.

Au sortir de la session de formation, le formateur, Vincent de Paul YAMEOGO, a déclaré être confiant quant à la réussite

du processus. « Tous les pays qui ont expérimenté le budget programme ont rencontré des difficultés au début », a-t-il confié, mais, a-t-il ajouté, « le système est maîtrisé au bout de quelques années ». Comme solution à d'éventuelles difficultés, le formateur propose d'ores et déjà la mise en place d'équipes de veille pour apporter des corrections face aux difficultés qui surgiront.

DCPM/MESRSI



ACTIVITE DU GOUVERNEMENT

Maîtrise en Science de Gestion : L'ISSP accueille sa 19^e promotion

Région du Centre

Le Secrétaire d'Etat chargé de la Recherche Scientifique et de l'Innovation, le Dr Urbain Couldiati a présidé la cérémonie de sortie officielle de la 19^{ème} promotion des lauréats de Maîtrise en Science de Gestion (MSG) le samedi 11 février 2017 à l'Institut Supérieur des Sciences de la Population (ISSP).



« Dr Florent HIEN ». C'est le nom de baptême de la promotion. Les impétrants, visiblement heureux d'avoir réussi à couronner de succès leurs deux années de formation, ont reçu, au cours de la cérémonie, les compliments des personnalités présentes.

Dans son discours, le Secrétaire d'Etat, Dr Urbain Couldiati a félicité les lauréats pour le travail abattu. Il a lancé un appel à toutes les personnes de bonne volonté à leur venir en aide dans leur insertion professionnelle. Il a également interpellé les lauréats à mettre leur compétence au

service du pays afin de booster le développement économique.

Au nom du ministre de l'Enseignement Supérieur de la Recherche Scientifique et de l'Innovation, le Secrétaire d'Etat a rassuré que le ministère ne ménagera aucun effort pour les accompagner.

Pour le Pr Stanislas OUARO, président de l'université Ouaga II, à l'ouverture de la Maîtrise en Science de Gestion s'inscrit dans une logique de diversification des offres de formation universitaire et de leur adaptation au contexte socio-économique et professionnel de notre pays.

Les objectifs visés à travers la création des filières professionnelles sont, d'une part, de rendre les étudiants capables de maîtriser les divers contextes socio-professionnels, et d'autre part, de leur permettre de contribuer pleinement aux actions du développement du pays, a-t-il soutenu.

Présent à la cérémonie, le Dr Florent HIEN a félicité les lauréats pour leur succès en dépit des dures conditions de travail et d'études.

Pour lui, c'est un honneur d'avoir son nom comme nom de baptême de cette promotion. Il dit espérer que les lauréats continueront dans la même lancée que leur devise « Discipline - Compétence - Créativité - Excellence - Professionnalisme ».





JOBS CAMPUS



Avis de recrutement

Poste : Conseiller technique principal en santé Inclusive (basée à Amman) (principal Inclusive Conseiller Technique Santé (basée à Amman)).

Description

Révoltée par l'injustice subie par les personnes handicapées et les populations vulnérables, nous aspirons à un monde de solidarité et de l'inclusion, enrichi par nos différences, où tout le monde peut vivre dans la dignité.

Handicap International est une organisation d'aide et de développement indépendant et impartial travaillant dans des situations de pauvreté et d'exclusion, de conflits et de catastrophes. Nous travaillons aux côtés des personnes handicapées et vulnérables pour les aider à répondre à leurs besoins essentiels, améliorer leurs conditions de vie et promouvoir le respect de leur dignité et les droits fondamentaux.

Présent dans plus de 55 pays, Handicap International est composé de 2 divisions opérationnelles :

- La Direction de l'action humanitaire
- La Direction de l'action pour le développement

CONTEXTE DE LA MISSION

La crise syrienne est la plus grande crise humanitaire de ces 20 dernières années. Selon les derniers chiffres de l'ONU, environ 13,5 millions de personnes sont actuellement

touchées par la crise en Syrie, y compris environ 6,5 millions de personnes déplacées, tandis que plus de 4 millions de Syriens ont cherché refuge dans les pays voisins ou en Europe. La réponse humanitaire actuelle ne fournit qu'une couverture inégale et partielle des besoins humanitaires croissants. Cinq ans après le début de la crise, le nombre de personnes blessées en Syrie ne cesse d'augmenter, avec un grave manque de soins de santé et de soutien psychosocial. Dans les zones et / ou des zones de nouveaux déplacements difficiles à atteindre, les populations locales et les personnes déplacées ont besoin d'une aide d'urgence en termes de nourriture, des articles ménagers essentiels, et d'autres besoins fondamentaux. L'inclusion des personnes les plus vulnérables, y compris les personnes handicapées, dans la réponse humanitaire reste une préoccupation majeure.

HI gère un vaste programme humanitaire de quatre centres différents (Sud, Centre, Nord et Nord-Est), le long de quatre piliers principaux :

1. Soutien aux partenaires de la santé (hôpitaux, maisons de soins, les centres de soutien psychosocial, des ONG locales) pour la fourniture de services de soutien psychosocial complets (soutien psychosocial, soutien psychosocial et / ou prothèses et orthèses) à travers des formations, supervisions techniques et des dons de dispositifs d'assistance et / ou

de l'équipement

2. Prestation de besoins kits de base - des paniers de nourriture, articles ménagers essentiels et des kits d'hygiène - dans les distributions one-shot pour les personnes qui souffrent d'une dégradation soudaine de leurs conditions de vie en raison du conflit renouvelé, le déplacement et / ou l'exclusion de l'aide humanitaire assistance

3. Education aux risques et aux effets causés par les armes classiques (y compris les mines, les restes explosifs de guerre et des armes légères et de petit calibre) et urgent de marquage des zones dangereuses

4. formation et soutien technique à d'autres acteurs humanitaires sur l'inclusion des personnes handicapées et d'autres personnes vulnérables dans la réponse humanitaire (avec un accent particulier sur la santé inclusive et les moyens de subsistance inclus) .

L'intervention réelle est basée sur un mélange de gestion à distance des équipes nationales, des partenariats à distance avec les structures locales, et des programmes de mise en œuvre directe.

PRINCIPAUX RÔLES ET RESPONSABILITÉS SPÉCIFIQUES

Basé à Amman et sous la responsabilité du Coordonnateur Unité technique, le conseiller technique de la santé senior Inclusive (STA IH)

La suite à la page 14.



JOBS CAMPUS

La suite de la page 13.

est chargé de fournir un appui technique aux équipes de santé inclusifs de la mission et d'autres membres du personnel selon les besoins, en garantissant la qualité technique et d'assurer la cohérence dans les activités de santé inclusifs. Le STC IH remplira les rôles principaux suivants :

- Conception, basée sur le mandat HI, un cadre technique pour la mise en œuvre de la composante d'inclusion sur la base des différents contextes et besoins opérationnels et techniques

- Fournir un appui technique au niveau du programme pour l'analyse des obstacles à l'accès aux services de santé, en particulier en relation avec le sexe, les facteurs de vieillesse et d'invalidité

- Fournir un appui technique au niveau du programme pour l'identification et la mise en œuvre des solutions pour améliorer l'accessibilité aux services de santé

- Contribuer au recrutement et à la formation des équipes de santé inclus dans les quatre pôles

- Contribuer au développement du secteur de la santé inclusive, l'harmonisation des stratégies et des plans entre les quatre pôles et au niveau de la coordination

- Contribuer aux efforts globaux de HI dans le secteur de l'inclusion (développement de la stratégie, le développement technique, plaider avec les acteurs humanitaires, les efforts de collecte de fonds)

en collaboration avec le coordonnateur de l'inclusion (en charge de l'inclusion secteur des moyens de subsistance), le coordonnateur Unité technique et le chef des programmes

SPECIFICITES

Cette position est très mobile. Employé devrait attendre à passer au moins 50% de leur temps de travail à l'extérieur de la Jordanie, avec des voyages à Beyrouth (Liban), Gaziantep et Antakya (Turquie), Erbil et Dohouk (nord de l'Irak) et certaines parties accessibles de la Syrie.

Ville : Amman

Expériences / Formation du candidat

Expérience et fond :

- Un baccalauréat lié avec handicap, l'âge ou le sexe des questions (par exemple, ergothérapie, études de genre, réadaptation physique, etc.), avec la santé publique ou de l'aide humanitaire est obligatoire. Un diplôme de maîtrise dans ces domaines est un atout très forte

- Au moins 4 ans d'expérience professionnelle dans (programmes de développement du travail social, et / ou l'aide humanitaire) santé publique et / ou le sexe, l'âge ou les programmes liés au handicap

- Au moins 2 ans de l'expérience professionnelle à l'étranger dans des contextes de crise d'urgence ou chroniques

- expérience confirmée en

fournissant un appui technique aux équipes sur le terrain et dans la conception et la mise en œuvre des formations

- Bonne compréhension du sexe, l'âge et le handicap des questions et des problèmes de santé publique dans le pays / culture de déploiement

Langues parlées

Langues :

- anglais est obligatoire (oral et écrit)

- l'arabe serait un atout

Qualité du candidat

Compétences :

- Solides compétences d'écriture et de bonnes compétences en informatique

- communication efficace, d'analyse et de résolution de problèmes

- compétences interpersonnelles et interculturelles solides

- Capacité à travailler dans un environnement multiculturel et dans un travail d'équipe pluridisciplinaire

- Capacité à travailler sous haute pression, d'une manière flexible, avec un grand degré d'autonomie

Fonctions : Autre, Technicien spécialiste

Activités : Autre, Santé

Pays : Moyen Orient, Jordanie

Contrat : CDD

La suite à la page 15.



JOBS CAMPUS

La suite de la page 14.

Durée du contrat

- Date de début : ASAP
- Durée du contrat : 12 à 18 mois, avec un renouvellement potentiel

Salaire / Indemnité

- Contrat : Salarié, à partir de 2700 € brut

- Perdiem : 633 € (net)
- Assurances : couverture foyer médical, planification de la retraite, le rapatriement
- congés payés : 25 jours par an + R & R (1 jour par mois de mission)
- Statut : Position ouvert aux couples et aux familles

Postuler en ligne :

To apply, please follow this link:https://hi.profilsearch.com/recrute/fr/fo_annonce_voir.hp?id=1874&idpartenaire=130

Date de fin de validité :
28/02/2017



Avis de recrutement

Handicap International

Poste : Chef de projet en réadaptation – Algérie

Description

Contexte : Les camps autour de Tindouf (Algérie) accueillent depuis 1976 des réfugiés sahraouis fuyant le conflit au Sahara Occidental. Le centre administratif des camps est Rabouni, situé à courte distance (8 à 32 kilomètres) des camps de Boujdour, Aousserd, El-Ayoun et Smara, et à 137 kilomètres du camp de Dakhla. La population de réfugiés est estimée entre 90 000 et 165 000 personnes. Le Haut-Commissariat aux Réfugiés a reconnu collectivement les sahraouis résidant dans les camps comme réfugiés. La mission de l'ONU sur la question du Sahara Occidental, la MINURSO, a une base dans les camps.

La situation humanitaire dans les camps est précaire. La majorité des réfugiés vivent dans des tentes ou des maisons

en adobe et n'ont pas l'eau courante ni l'électricité. La région est inhospitalière, avec un environnement aride et désertique. Les habitants des camps n'ont pas de perspective, et des « opportunités d'auto-insuffisance quasi-inexistantes ». Parmi les groupes les plus vulnérables, on dénombre 2.722 personnes en situation de handicap. Si un recensement est réalisé annuellement sur le nombre de personnes en situation de handicap, leurs besoins spécifiques au quotidien, les barrières et les facilitateurs d'accès au service ne sont pas connus précisément, ce qui limite la capacité des autorités et des acteurs humanitaires présents à programmer des interventions ciblées pour favoriser leur prise en charge.

Contexte du poste :

Le Programme régional Maghreb coordonne l'ensemble des activités d'Handicap International en Tunisie, au Maroc et en Algérie, avec une équipe de 45 personnes

réparties dans les 3 pays et un budget global de 3 millions d'Euros en 2015

Mission Algérie : budget d'environ 950 K€ en 2016, 4 projets en cours (dont 2 régionaux) équipe de 10 personnes (2 expatriés) dont 4 chefs de projet, une équipe administrative et logistique et une chef de mission basés à Alger.

En Algérie, les actions de l'association ont comme objectif l'amélioration structurelle des conditions de vie, l'insertion et la pleine participation sociale des personnes en situation de handicap. Actuellement, les 4 projets portés par Handicap International en collaboration avec ses partenaires institutionnels et associatifs œuvrent à :

– l'amélioration de la prise en charge des enfants handicapés dans les établissements sociaux et médico-sociaux

– la promotion de l'éducation inclusive à destination des enfants en situation de handicap

La suite à la page 16.



JOBS CAMPUS

La suite de la page 15.

– l'accès à l'emploi des femmes et des jeunes en situation de vulnérabilité dont les personnes handicapées

– le renforcement des capacités des organisations de la société civile

Description : Ce projet s'inscrit dans la continuité de la première intervention menée de septembre à décembre 2016 dans les camps sahraouis, qui avait conduit au renforcement des capacités des kinésithérapeutes travaillant dans les centres de réadaptation et à la production locale d'aides techniques à la mobilité et au positionnement (financement MAE Lux).

L'objectif spécifique du projet à mettre en œuvre est de « Renforcer la détection, le diagnostic, le référencement et la prise en charge du handicap chez les enfants, adultes et les personnes âgées à Rabouni et dans les 5 camps de réfugiés sahraouis de Boujdour, Ausserd, Smara, El Ayoun et Dakhla », avec comme résultats attendus :

RA1: Les professionnels de santé de Rabouni et de l'ensemble des camps renforcent leurs capacités d'identification (précoce) des enfants, adultes et personnes âgées en situation de handicap et les réfèrent selon des standards validés vers les structures de réadaptations existantes

RA 2 : Les professionnels

des centres de réadaptation de Rabouni, Bolle, Smara, Ausserd et Dakhla délivrent des prestations d'ergothérapie adaptées et accessibles ainsi que des aides techniques de qualité

Plus globalement l'enjeu du poste est de positionner HI comme acteur en réadaptation et d'améliorer la relation avec les acteurs et autorités locales en vue de stabiliser la présence d'Handicap International dans les camps. Mission générale : Garantir la mise en œuvre d'un projet de réponse aux besoins de réadaptation des personnes en situation de handicap dans les camps de réfugiés sahraouis. Sous la responsabilité du chef de mission, vous serez responsable :

- De la planification, de la mise en œuvre du projet (incluant la définition, l'organisation et l'animation de formations), de son suivi opérationnel et financier et de son évaluation ;

- D'assurer la qualité technique des activités menées ;

- D'assurer une coordination adaptée avec les différentes parties prenantes du projet (autorités, services de réadaptation, centre de formation...);

- De renforcer la coopération avec les différentes organisations opérant dans le secteur de la réadaptation physique et fonctionnelle dans les camps ;

- De représenter Handicap International auprès des autorités, des agences des

Nations Unies, des ONG et autres acteurs intervenant dans les camps sur tous les sujets touchant à la réadaptation ;

- Du respect des règles et procédures administratives, financières, logistiques et de gestion des ressources humaines ;

- Du reporting

- Du respect des règles de sécurité ;

- De la gestion d'une équipe de 2 personnes (1 logisticien/ administrateur et un assistant chef de projet).

Ville : Camps sahraouis dans la région de Tindouf

Expériences / Formation du candidat

Diplôme

- Professionnel des métiers de la réadaptation (en priorité Ergothérapeute)

Expériences

- Expérience dans la gestion de projet

- Expérience dans l'adaptation/ conception d'aides à la mobilité et au positionnement

- Expérience dans le renforcement des compétences des professionnels des centres d'appareillage et réadaptation

Qualités personnelles

- Capacité à vivre en milieu isolé et sous contraintes de sécurité

- Capacité à assumer une

La suite à la page 17.



JOBS CAMPUS

La suite de la page 16.

charge de travail importante et en autonomie

- Pragmatisme et sens de l'organisation

- Diplomatie et réserve dans les relations avec les partenaires locaux

Fonctions Coordination,
Gestion de projet

Activités : Santé

Pays : Afrique, Algérie

Contrat : CDD

Durée du contrat

Date de début : 10/02/2017

Date de fin : 09/01/2018

Durée de la mission : 11 mois

Documents à envoyer

CV + Lettre de motivation en ligne via le lien suivant.

Postuler en ligne https://hi.profilsearch.com/recrute/fr/fo_annonce_voir.id=1884&idpartenaire=130

Date de fin de validité : 28/02/2017hp?id=1855&idpartenaire=130

Date de fin de validité : 28/02/2017



Avis de recrutement

Poste : A ADJOINT DIRECTEUR PAYS - SOUTIEN / MYANMAR (A DEPUTY COUNTRY DIRECTOR – SUPPORT / MYANMAR)

Description

Lieu : Myanmar basé à Yangon

Contexte du poste :

La mission du Myanmar sera la gestion d'un portefeuille d'environ 8 millions d'euros en 2017, répartis sur 12-14 contrats distincts des donateurs. Il est une grande mission de près de 600 membres du personnel, la gestion de l'un des plus importants projets de nutrition / santé mentale et de soins d'ACF Mettre en pratique dans le monde. Les fonctions de soutien sont composées d'équipes nationales relativement bien capacitation, dont beaucoup ont été en poste pendant de nombreuses années et ont été absolument essentiel dans le bon fonctionnement de ces grands programmes.

Le directeur de soutien sera en charge d'au moins trois chefs supérieurs du Département (logistique, finances et ressources humaines). Deux de ces chefs de département (ressources humaines et des finances) sont actuellement les positions nationales, tandis que la position de la logistique sera nationalisée mai 2017.

Le directeur de soutien est un lien essentiel pour assurer la diligence raisonnable et un système interne robuste pour faire face à de nouveaux contrats complexes, cofinancements, des consortiums et des mécanismes de financement. L'un des principaux bailleurs de fonds de la mission au cours des 3-5 prochaines années sera le passage à un cadre de paiement par les résultats qui nécessitera de nouvelles méthodes de travail et la gestion des risques financiers et de conformité ; tandis que les nouveaux Consortiums que ACF conduira avec d'autres ONG internationales auront besoin d'une surveillance de partenariat

solide et les directions des systèmes.

Donneurs de mission actuels comprennent DfID, ECHO, l'UE, l'ASDI, la DDC, CIAA, et des fondations privées potentielles telles que Carrefour.

Il est important de noter que si cette position sera de gérer l'HoD Logistics, ils ne seront pas directement en charge de la gestion de la sécurité. Au niveau de la capitale, le directeur de soutien sera le N + 1 de la HoD logistique, mais sur des questions de sécurité uniquement, le HoD Logistics rendra compte directement au directeur de pays.

En général, il y a des revers opérationnels réguliers mais surtout mangeable en raison de problèmes de sécurité et de sûreté. Cependant, comme d'Octobre 2016, la sécurité dans l'État de Rakhine, en particulier celui de l'État de Rakhine Norther est devenu de plus en plus ténue. Au cours de visites sur le terrain, le directeur d'appui devra suivre

La suite à la page 18



JOBS CAMPUS

La suite de la page 17

les directives strictes de sécurité et de travail dans un contexte qui est très chargé. Sinon, à Yangon, la situation est calme et les conditions de vie comparable à la plupart des grandes villes du monde.

La position :

Vous assurez le leadership et la supervision stratégique des fonctions support (Finance, RH et logistique) ; tout en gérant les contrôles et la conformité interne de la mission, ainsi que d'assurer la coordination de toutes les activités liées à la gestion des risques.

Plus précisément, vous serez en charge de :

Fournir une orientation stratégique et de la surveillance des contrôles internes Mission

Assurer la gestion des risques et conformité

Contribuer à l'élaboration des programmes, PCM et la rédaction de propositions

Assurer la liaison avec les partenaires du consortium, ONG, autorités et autres parties prenantes, pour le soutien, les questions contractuelles et de conformité liées

Gérer l'équipe de soutien

Ville : Yangon

Expériences / Formation du candidat

Le demandeur :

Nous recherchons une forte « systèmes » personne. Un profil avec une expérience dans les contrôles internes de grande envergure, la gestion d'une variété de fonctions de soutien et une compréhension aigüe du secteur humanitaire dans une perspective de risque et de conformité. En particulier, un bon

candidat serait quelqu'un qui :

- A conduit Finance, Logistique et / ou services de ressources humaines à une mission de niveau stratégique principal pendant au moins 2 ans.

- Livré de préférence d'un financement, les contrôles internes ou des opérations de fond, mais a élargi et solide connaissance des autres formes de soutien et des éléments programmatiques.

- Est-ce que quelqu'un qui a déjà des opérations gérées au niveau du terrain, pendant au moins 1 an, dans le rôle d'un gestionnaire de soutien ou Gestionnaire de champs Coordinateur / Zone.

- A déjà été impliqué dans des activités de gestion des risques tels que l'identification des risques, évaluation, l'atténuation et est en mesure de transférer ces compétences outside de leurs services dédiés et les appliquer à d'autres supports et activités de programme.

- Un bon équilibre entre être des procédures orientées tout en maintenant la vision et de la flexibilité stratégique plus large.

- Est-ce un problème-solveur éprouvée, capable de résoudre les problèmes, réfléchir sur leurs pieds et prendre rapidement des décisions fondées sur les informations à portée de main.

- A d'excellentes capacités de négociation et de communication, capables d'atténuer les conflits internes comme interlocuteur principal entre les différents départements.

- A prouvé sa capacité à travailler de façon autonome sous pression avec des délais serrés

- Est familier avec les systèmes

de contrôle interne d'ACF, serait fortement préférée.

- Serait prêt à voyager à l'intérieur du Myanmar, qui nécessitent souvent visting et de travailler dans des environnements éloignés et à faibles ressources.

Fonctions : Autre

Activités : Autre

Pays : Asie, Myanmar

Contrat : CDD

Durée du contrat

Durée du contrat : 12 mois renouvelable, en commençant dès que possible

Salaire / Indemnité

Statut :

Salaire brut mensuel allant de 1 947 € à 2 497 € selon l'expérience pertinente

Dépenses alimentaires et d'hygiène, per diem, les frais de transport, hébergement individuel ou collectif, l'assurance médicale

25 jours de congés annuels payés et 20 jours de repos et de récupération (R & R) par an

Postuler en ligne
<http://recrutement.actioncontrelafaim.org/positions/view/2350/A-Deputy-Country-Director-Support/>

Date de fin de validité : 28/02/2017



Fondé le 26 août 2013.

02 BP 5805 Ouaga 02
Burkina Faso
Tél: + 226 76609721
E-mail: redaction@sc-mail.info
Site web:
www.sciences-campus.info

Publications semestrielles et quotidiennes

Autorisations
n°5509P /2013/ CAO/TGI.O/P.F.
n°1238/2016/CAO-TGI/OUA/P.F

Administration
OTC
Fondation Sciences-Campus

Directeur de publication
Siaka GOW

Directrice des rédactions
Eliane Bayala

Equipe de reportage
- Bernard M' Pempé Hien
- Augustin Nikiéma

Correspondants des provinces du Burkina

- Karim Ouattara
- Francois blanc
- Boureima Sogoba
- Augustin Irwaya Ouedraogo
- Tigiane Antoine Ki
- Blaise Sama
- Jean Paul Yekpaye
- Mamadou Goh
- Désiré Guigma
- Jérôme Bissyendé
- Frédérick PoOda
- Valentin Ouedraogo
- Moumouni Guio
- Nicole Ouedraogo
- Amédée Silga
- Karim Koala
- Ouaboué Bakouan
- Albert Tarpaga
- Paul Soma
- Arjouman Saganogo
- Joseph Kaboré
- Valentin Singbéogo
- Issa Sepama
- Hermann Toé
- Steven Issouf Barro

Correspondants pays
Montage
Eliane BAYALA
Oeil du professionnel

Distribution
Téléchargeable sur:
www.sciences-campus.info

Abonnement, insertion, couverture
médiatique
+226 76609721
+226 72080505
+22672080303
E-mail: redaction@sc-mail.info

Service commercial
+226 61 07 20 20

Représentation Bobo Dioulasso
Tél: +226 20954746
+226 72070909

Des questions de la recherche

Des questions des Universités

Des questions des Ecoles

Des questions d'Actualité

Des questions d'emplois

*Les réponses dans Sciences-Campus Info au quotidien en
version numérique à télécharger.*



PHARMACIES DE GARDE DE OUAGADOUGOU

18/02/2017 AU 25/02/2017 Groupe II

PHARMACIE DE GARDE GROUPE 2			
N°	PHARMACIEN° Tel		
1	Aéroport 25 31 42 22	19	La Famille 25 43 06 85
2	Amaro 25 34 33 28	20	Marlass 78 55 00 52
3	Ar-rahma 25 35 09 86	21	Martin 25 50 84 59
4	Augustine 25 37 61 00	22	Meteba 25 33 53 33
5	Barwende 25 40 85 90	23	Nayyira 25 48 18 41
6	Boulmiougou 25 43 12 68	24	Neima 25 35 56 82
7	Cité An III 25 33 19 66	25	Nemadis 25 37 30 41
8	Dapoya 25 31 32 01	26	Progrès 25 43 01 62
9	Delwindé 25 36 72 80	27	Providence 25 31 86 48
10	Denisa 71 82 76 60	28	Rood Woko 25 30 88 90
11	Faso 25 38 19 29	29	Sangoulé Lamizana 25 41 13 00
12	Flayiri 25 40 73 44	30	Schifeyi 25 40 27 42
13	Hamdalaye 25 34 36 94	31	Sig-Noghin 25 35 09 77
14	Heera 25 31 66 10	32	Sigri 25 41 21 48
15	Jabnéel 25 44 78 70	33	Sud 25 38 42 82
16	Jourdain 25 36 06 86	34	Talba 25 36 22 25
17	Karpala 25 37 14 14	35	Tanko 25 35 15 57
18	Koulouba 25 31 19 18	36	Univers 25 41 99 65
		37	Wati 25 38 52 92
		38	Yobi 25 31 16 30

ADRESSES UTILES

Ouagadougou

Pompiers: 18/ 25 30 69 48/ 30 69 47
Hôpital ambulance: 25 30 66 44 /45
ONEA: 22 22 76/77 25 34 34 60 - 80 00 11 11
SONABEL: 25 30 61 00
Aéroport: 25 30 65 15
Police secours: 25 30 71 00
Gendarmerie: 25 31 33 40

Bobo-Dioulasso

Pompiers: 18
Hôpital ambulance: 20 97 00 45/ 20 97 00 44
ONEA: 20 97 65 65/ 20 97 00 09/10 - 80 00 11 11
SONABEL: 20 97 00 60 / 98 22 30
Aéroport: 20 97 00 70
Burkina secours: 20 97 01 43
Police secours: 17
Gendarmerie: 20 97 00 59/ 20 97 00 33

25 FEVRIER
04 MARS



25 FEBRUARY
04 MARCH

FESPACO 2017

25^e



Formation et métiers du cinéma et de l'audiovisuel
Training, Cinema and Audiovisual Trades

Ouagadougou / Burkina Faso / www.fespaco.bf